

« On peut économiser 150 millions en 4 ans »

STIB Ridouane Chahid veut un audit sur le fonctionnement interne, et restaurer la confiance, la stabilité et la crédibilité de la société

En tant que vice-président, socialiste, du conseil d'administration (CA) de la Stib, qu'attendez-vous du directeur général (DG) nouvellement nommé, Brieuc de Meeüs (qui entrera en fonction en septembre prochain) ?

Restaurer la stabilité en interne, la confiance vis-à-vis du personnel, et vis-à-vis des pouvoirs publics, et là je pense surtout aux communes, avec lesquelles nous partageons les objectifs en termes de mobilité : que les transports en commun roulent partout et de manière efficace. Pour ça, l'entente est nécessaire, il ne peut y avoir de mépris de l'acteur public. Enfin, il faut que le nouveau DG réinstalle un rapport entre le CA et

pas qu'il soit à la botte du politique ou du gouvernement, mais qu'il soit loyal, et mette ses opinions politiques de côté.

Qu'est-ce qui vous rend confiant vis-à-vis de la personnalité du nouveau DG ?

D'abord il y a le profil de fonction, défini précédemment par le gouvernement et le CA. Il y répond. Il a montré qu'il rencontrait les attentes du gouvernement en parlant de faire avancer la Stib avec l'ensemble des acteurs qui y sont liés. Une des missions : rencontrer les défis. Et pour ça il faut des moyens, accordés par les pouvoirs publics, et il ne faut pas se les mettre à dos. Par rapport à Alain Flausch, à

« Avec 150 millions d'économie, on pourrait investir dans les trams, 94 et 62 par exemple » CHAHID

la direction. Précédemment, le CA a été mis de côté dans un certain nombre de décisions stratégiques. Il faut que le conseil reprenne sa place légitime d'organe qui fixe la ligne stratégique de l'entreprise. Les mots d'ordre sont confiance, stabilité et crédibilité.

Cette répartition des rôles doit être confortée ? Coulée dans un texte ?

Il faut tout simplement s'assurer du respect des statuts et de l'ordonnance, les rôles y sont définis, tant pour le CA que pour le comité de gestion et la direction : les organes décisionnels. Il faut une entente, qu'ils parlent d'une seule voix, et pour ça il faut qu'ils soient informés, qu'ils participent, puissent donner un avis. L'attente par rapport au DG n'est

l'époque, la mission était différente, il s'agissait de moderniser la Stib, ce qui a été fait, les autres missions, par rapport à la hausse de la fréquentation et le développement du réseau n'étaient pas aussi centrales qu'aujourd'hui.

Quelles sont les priorités pour la Stib ?

Trois grands dossiers. Premièrement, mener un audit financier sur la dotation de fonctionnement de l'entreprise. En travaillant sur la stratégie et l'organisation, sans toucher au personnel, on pourrait économiser 150 millions d'euros d'ici à 2016, à injecter dans des projets.

Modifier l'organigramme ?

Il y a trop de structures. Le passage aux 5 sous-directions (contre



Le vice-président du conseil d'administration de la Stib, Ridouane Chahid, (PS) parle de ses priorités pour la société de transport. © DOMINIQUE DUCHESNES

15 auparavant) qui a été fait il y a quelques mois est un bon exemple. Il faut faire la même chose dans les niveaux inférieurs. On a une ribambelle de directions, de structures qui font doublon, des personnes nommées avec des salaires conséquents et dont on peut questionner la légitimité, on recourt à toujours plus de consultations... Il y a sans doute aussi

une rationalisation sur l'entretien du matériel roulant qui est possible, ou sur certains aspects de la sécurité, quand on voit que les trams plus visibles alors que ce sont des investissements récents. Il faut une révolution mentale dans l'entreprise, et trouver un équilibre entre les approches commerciales et de servi-

ce public.

Vous rejoignez les syndicats sur l'abandon de la division des directions opérationnelles tram-bus-métro ?

Oui. La séparation des 3 modes n'a rien apporté, aucune économie, cela a juste installé une concurrence de rentabilité, excessive. Il faut unir les forces.

Les autres dossiers ?

Le contrat de gestion, avec l'enjeu du métro, vers Schaerbeek puis Uccle. Le directeur général devra prendre connaissance et avaliser le document. Et la question du financement, avec l'espoir lié au refinancement de Bruxelles ; la mise en place de PPP (partenariats public-privé), pour la construction de dépôts, uniquement ; les tarifs... on peut aller vers une tarification plus sociale dans le cadre des catégories préférentielles, c'est à nous de faire en sorte que ce soit faisable, mais il n'est pas question d'abandonner celles-ci, ni de limiter les abonnements...

Vous parlez des communes, elles voient en général la Stib comme un bulldozer.

Oui, il faut que ça change. C'est au DG aussi de restaurer la confiance. Pour moi, il faut qu'il rencontre chacun des 19 bourgmestres. Notre cellule de développement du réseau, qui existe depuis longtemps et est en lien avec les communes, n'est pas encore efficace à 100 %, il faut que ça change. Beaucoup de dossiers problématiques concernent les ruptures de charges, option stratégique de développement du réseau. Il faut faire machine arrière ?

Une évaluation est prévue dans

l'accord de gouvernement, il faut la lancer. Il faudra peut-être revoir cette politique en différenciant 1^{re} et 2^e couronne. La seconde n'a peut-être pas besoin de ruptures de charge. Le cas de Vanderkindere par exemple, la fusion du 3 et du 7, repenser sérieusement au terminus à Albert, aller au bout du raisonnement en étudiant le coût et en comparant les options. ■

Propos recueillis par MARIE DE SCHRIJVER

INITIATIVE

Fondation « Stib + » : mécénat et formation

C'est un dossier auquel tient Ridouane Chahid : la mise en place d'une fondation (qui pourrait s'appeler Stib +).

« Elle rencontrerait deux missions : une forme de mécénat, la Stib se rendrait dans des endroits où le matériel est dégradé, afin de travailler avec des associations et des jeunes, sur le terrain, afin que ceux-ci se réapproprient l'espace, le matériel, et comprennent ce qui appartient à la Stib appartient au contribuable, à leurs parents, à eux... D'autre part, elle viserait la mise en place d'une école pour la formation, aux métiers de la Stib, des demandeurs d'emploi. Avec certification. Le partenariat entamé avec Actiris doit être conforté, il faut aller vers Bruxelles Formation également, pour de nouveaux partenariats, de nouveaux projets. » MDS